

[Texte]

The City of Medicine Hat Social Planning Department intends to focus on three issues in this presentation: first, the need for publicly supported child care in Canada; secondly, the importance of maintaining a quality child care system; and thirdly, the desirability of providing a variety of child care options.

First of all, the need: The demographic facts of life in Canada clearly support the need for a national child care strategy. The number of single-parent families or families in which both parents work are such that the vast majority of families with young children require child care services.

• 0915

Because child care is such a universal need, and because it is such a vital factor in the future of our children as individuals, as well as society as a whole, it must be publicly regulated and supported and not left to the influences of the marketplace. Just as public education became a social goal in the latter part of the 19th century, child care must become a social goal in the latter stages of this century. Public support must include the creation and the maintenance of a quality system of child care, and a subsidy level to ensure it is accessible to all families who require it. Therefore, we strongly recommend that Canada Assistance Plan funding continue to be made available to the provinces for child care programs. However, CAP funding should be applicable to programs offered by the non-profit and public sectors only. CAP support for profit-motivated programs would be inappropriate.

We feel strongly that the need for a publicly supported child care system extends to school children. Our position regarding need, quality and variety of options applies equally to out-of-school care for children 5 to 12 years of age as it does to pre-school children. The children require quality care before school, during lunch, and after school.

Now the quality issue: Because child care is so vital in the development of individual children and in the destiny of our society, it is obvious that as a nation we should strive to create and maintain a child care system of the highest possible quality. It is our contention that the federal government can play a very constructive role through its taxing policies and its CAP funding mechanisms in promoting a national standard for quality child care.

[Traduction]

historique que nous vous présentons les quelques observations suivantes.

La Direction de la planification sociale de la ville de Medicine Hat tient à souligner trois questions dans son exposé: d'abord, le besoin qui existe au Canada pour des services de garde d'enfants subventionnés à même les fonds publics. Ensuite, l'importance de maintenir la qualité des services de garde dans le régime et enfin, l'avantage de fournir une diversité de choix en matière de garde d'enfants.

D'abord, le besoin: des indications d'ordre démographique démontrent clairement le besoin qui existe au Canada d'élaborer une stratégie nationale en matière de garde d'enfants. Le nombre de familles monoparentales ou de familles où les deux parents travaillent est tel que la grande majorité des familles qui ont de jeunes enfants ont besoin de services de garde.

La garde d'enfants est un besoin tellement universel et un facteur tellement important dans l'avenir de nos enfants et de la société, qu'elle doit faire l'objet d'une réglementation et d'un appui publics; elle ne doit pas être le jouet des forces du marché. Tout comme l'instruction publique est devenue un objectif social vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la garde d'enfants doit devenir un objectif social vers la fin du nôtre. Le soutien public doit comprendre la création et le maintien d'un bon régime de garde d'enfants et des subventions suffisantes pour permettre à toutes les familles qui en ont besoin d'y avoir accès.

Par conséquent, nous recommandons fortement que les subventions du régime d'assistance publique du Canada continuent à être versées aux provinces pour des programmes de garde d'enfants. Cependant, le financement par le Régime d'assistance publique du Canada ne devrait être offert qu'aux programmes à but non lucratif et à ceux du secteur public. Il ne conviendrait pas que des programmes à but lucratif soient subventionnés. Nous croyons qu'un régime de garde d'enfants subventionné à même les fonds publics devrait s'appliquer aussi aux enfants qui fréquentent l'école. Notre point de vue en ce qui concerne les besoins, la qualité et la diversité des solutions s'applique autant à la garde périscolaire des enfants de cinq à douze ans qu'aux enfants d'âge pré-scolaire. Les enfants ont besoin de bons services de garde avant l'école, durant l'heure du repas et après l'école.

Abordons maintenant la question de la qualité des services. Parce que la garde d'enfants est essentielle au développement des enfants et au destin de notre société, il est évident que la nation devrait créer et maintenir un régime de garde d'enfants de la meilleure qualité possible. Nous croyons que le gouvernement fédéral peut jouer un rôle important par l'entremise de ses politiques fiscales et des mécanismes de subventions du régime d'assistance publique du Canada dans la promotion de normes nationales régissant la qualité de la garde d'enfants.